

# **ARRET DES EXPULSIONS, DES COUPURES D'ENERGIE ! BAISSE DES LOYERS ET DES CHARGES ! UN LOGEMENT STABLE ET DECENT POUR TOU(TE)S!**

**MANIF samedi 28 mars 14h30 République**

Le 1<sup>er</sup> avril 2015, les expulsions vont reprendre, et des milliers de places d'hébergement d'urgence vont fermer.

Pour des dizaines de milliers de locataires, de mal-logé(e)s, de sans logis, c'est l'angoisse d'être jetés sur le trottoir et d'y rester, car la loi sur le droit à l'hébergement jusqu'au relogement, et la loi DALO ne sont pas respectées par l'État.

Le nombre de jugements d'expulsion en France est passé 75 000 en 1998 à 125 000 en 2013. Le nombre de sans abri est passé de 90 000 en 2001 à 140 000 en 2013. La France compte 3,2 millions de mal logé(e)s ...

La spéculation immobilière qui a permis aux banques, à une minorité de riches bailleurs et de sociétés de s'enrichir est la principale cause de la hausse des loyers et des charges, et de la crise ; les profits locatifs ont grimpé de 70% depuis 15 ans ; les gouvernements ont encouragé la flambée, précipitant les classes populaires dans les impayés, la précarité et la crise du logement.

Les habitants des quartiers populaires sont

stigmatisés, tandis que l'érosion des APL, la hausse de la quittance en HLM et la montée du chômage rendent les fins de mois de plus en plus angoissantes.

Il est envisagé d'économiser 4 milliards sur les APL et supprimer les subventions à la construction HLM, tandis que l'encadrement des loyers initialement conçu pour être national devient « expérimental » à Paris. La loi Macron favorise les congés vente spéculatifs ... ça suffit !

Alors qu'il faudrait en urgence baisser les loyers, cesser les expulsions, réquisitionner les logements vacants, le Gouvernement Valls soutient les promoteurs et les riches bailleurs au prétexte de relancer la construction ... en pure perte.

Pour atteindre les 500 000 logements neufs par an il faudrait un plan Marshall : 250 000 HLM pour les mal logés ; c'est le moyen de résorber le surpeuplement, les bidonvilles, les taudis... L'argent est là : l'épargne populaire, qui a pour vocation de financer la construction des HLM, compte 365 milliards de dépôt (Livret A + LDD...).

## **Tous ensemble, locataires, mal-logés, sans-logis, POUR :**

- **Stopper les expulsions sans relogement, les fermetures d'hébergement et les coupures de fluides** (eau, électricité, gaz, chauffage urbain) ;

- **Baisser de 20% les loyers, les charges, les fluides, et mettre en place l'encadrement des loyers à la baisse dans toutes les grandes villes ;**

- **Augmenter les APL en fonction de hausses de loyers réels et des charges ;**

- **Respecter la loi DALO et le Droit à l'hébergement jusqu'au relogement**, grâce à la mobilisation réquisition de 100 000 logements vacants ;

- **Renforcer le droit des locataires à un logement stable, décent et sain, économe en énergie, et contre les congés abusifs, les expulsions illicites ...**

- **instaurer le droit à la vie privée dans les foyers, et de vraies compétences aux comités de résidents**

- **Financer 250 000 vrais HLM par an** : doubler le plafond du Livret A, récupérer les 120 milliards offerts aux banques au détriment de la construction HLM, rétablir les financements du 1% logement pour construire et taxer les profits spéculatifs ;

- **Créer un service public du logement pour réaliser les HLM, des foyers logement combattre la spéculation, les bailleurs indélicats, les marchands de sommeil, et réquisitionner les logements et le foncier vacants...**

- **Abroger** les mesures de marchandisation des HLM et de précarisation des locataires HLM, ainsi que les aides fiscales et les subventions aux riches investisseurs ;

- **Cesser** la démolition des quartiers populaires et la stigmatisation des habitants, et lancer un vrai plan pour l'emploi et l'amélioration de leurs conditions de vie.

## **A l'appel de :**

PFLMS

PLATE-FORME LOGEMENT DES MOUVEMENTS SOCIAUX

<http://controlelogementcher.org>

Logement : CSF, DAL, ACDL, CGL, Advocacy, AFVS, Bagagérue, CAHL 94, CAL, Copaf, CoL3e, CoL14e...

Syndicats : CGT, FSU, Sud Santé Sociaux, SAF, Syndicat de la Magistrature, UNEF, Union Syndicale Solidaires, USP

Solidarité : AITEC, APEIS, ATTAC, AC !, CNAFAL, Fondation Copernic, MNCP, MRAP ...